



Document intellectuel

**MEMORANDUM DU MOUVEMENT
ALTERNATIVES POUR UN BENIN DE CONSENSUS A PARTIR DE 2016 [ABC-2016]**

FONDEMENTS HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES DES PRINCIPES DE ABC-2016

**Ont réalisé et approuvé,
Les membres du comité préparatoire**

Mission du Consultant International

Eric W. NENEHIDINI

Master en Intelligence

DESS en Gestion des Affaires

Ingénieur Statisticien

Cotonou, le 10 octobre 2015

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| AVANT-PROPOS..... | 1 |
| RESUME DU MEMORANDUM DU MOUVEMENT ABC-2016..... | 2 |
| CONTEXTE ET CADRE DU MEMORANDUM..... | 5 |
| PRINCIPE 1: Cycles réguliers de crises du consensus politique tous les 15 ans | 7 |
| 1. Formulation du principe..... | 7 |
| 2. Analyse scientifique..... | 7 |
| 3. Modèle des crises politiques de 1945 à 2035 | 8 |
| PRINCIPE 2 : Règle des "5C" – « Cycles-Concertation-Consensus-Consultation-Citoyenne » pour la stabilité politique ou « Cycles-Compromis-Crise-Chaos-Coups » pour les crises d'instabilité politique..... | 8 |
| 1. Formulation du principe..... | 8 |
| 2. Analyse scientifique..... | 9 |
| 3. Modèle d'établissement de la règle des 5C | 9 |
| PRINCIPE 3: La crise du cycle 2005-2020 s'aggrave et se projette sur 2020-2035 | 10 |
| 1. Formulation du principe..... | 10 |
| 2. Modèle de la crise persistante de 2005 à 2020 projeté sur 2020 à 2035..... | 10 |
| 3. Analyse des faits..... | 11 |
| PRINCIPE 4 : Les perspectives et l'anticipation de la crise sur le cycle 2020-2035 | 13 |
| 1. Formulation du principe..... | 13 |
| 2. Modèle de projection et d'anticipation de la crise | 13 |
| 3. Analyse scientifique..... | 13 |
| PRINCIPE 5 : Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016) | 13 |
| 1. Formulation du principe..... | 13 |
| 2. Modèle de de transition pour une alternative du consensus..... | 14 |
| 3. Analyse des faits pour une alternative..... | 14 |

AVANT-PROPOS

Béninoises, Béninois,

Chers concitoyens,

Peuples de l'histoire douloureuse de la construction d'un pays,

Concitoyens héritiers des lourds sacrifices qu'on consenti des générations,

Les peuples civilisés sont ceux qui ont une histoire et une mémoire.

Les plus grandes démocraties au monde ont fait un retour sur des siècles d'histoire pour fonder leur système politique moderne s'il faut vous en référer à Alexis de Tocqueville dans son ouvrage « de la démocratie en Amérique », qui a largement inspiré le Manifeste publié en février 2009 à l'origine de ABC-2016.

Les grandes nations sont bâties sur de lourds sacrifices consentis par des martyrs et des héros.

L'heure n'est donc pas aux options qui vont davantage alourdir le prix du sacrifice inutile.

La triste traversée des dix dernières années a fait perdre à chaque citoyen plus que ce que chacun a gagné individuellement, quel que soit son bord politique.

Il n'y a de biens qu'on ne puisse sacrifier pour sauver le pays qui nous permet d'être et de posséder ces biens

Les grands hommes de l'histoire sont ceux qui ont su tout sacrifier jusqu'à être humiliés dans l'âme sans céder à la tentation d'échanger ce qu'ils ont perdu de précieux contre une compensation ridicule, ni même un trône tant convoité de "Roi des Juifs" qui ne soit préférable à une "croix douloureuse" que l'histoire n'effacera jamais dans la gloire de celui qui l'aura porté et dans la mémoire peuple pour qui cette croix aura été supportée.

Béninoises, Béninois,

Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016) est votre unique alternative pour vous accompagner dans vos projets et aspirations politiques pour le Bénin.

Les principes fondamentaux du Mouvement ABC-2016 ainsi énumérés dans le présent appel, sont soutenus par les bases historiques et scientifiques exposées de manière détaillée à travers les résultats de recherches approfondies ainsi qu'il suit.

Veillez donc dès maintenant, participer à l'initiative de ABC-2016 en nous recevant et en nous contactant sur nos réseaux sociaux Whatsapp ou Viber au 00 229 62 95 62 73 ou par email : consensus.benin@gmail.com

Vive le Bénin de Consensus, Je vous remercie.

RESUME DU MEMORANDUM DU MOUVEMENT ABC-2016

Béninoises, Béninois, Chers concitoyens.

La crise politique qui s'est installée depuis 2005 à la veille des élections de 2006, a progressivement fait place au cours des dix dernières années, à l'instabilité politique qui s'est aggravée aux élections de 2011.

En cette veille des élections de 2016 et depuis les élections de 2011, les conséquences de la crise sont de plus en plus inquiétantes, avec sa généralisation à toutes les composantes de la société.

L'implication d'acteurs habituellement tenus hors de l'activité politique partisane à savoir la société civile, les opérateurs économiques, les forces armées, les leaders religieux, les chefs traditionnels, etc., s'est de plus en plus affirmée.

Au mépris des dispositions de la Constitution béninoise, l'animation de la vie politique nationale a progressivement échappé aux partis politiques et s'est réfugiée dans les milieux d'affaires, les milieux religieux, les milieux militaires avec le risque sans cesse croissant sinon effleuré, de gagner les rues.

Que deviendra donc ce pays sans ses vaillants opérateurs économiques et sans ses sages hommes charismatiques religieux et chefs traditionnels, qui déterminent la vie économique et sociale de tous les citoyens, si ces acteurs se sentent obligés d'investir le domaine politique ?

A la lumière de l'histoire politique du Bénin qui a connu de tristes périodes d'instabilités de 1945 à 1975, le présent mémorandum lance un appel à toutes les béninoises et à tous les béninois, toutes tendances et opinions confondues, sans distinctions de catégories et de classes sociales, en vue d'une mobilisation générale au sein du Mouvement Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016).

Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016) est une initiative de rassemblement et de mobilisation générale pour la réalisation du consensus dans le contexte des divergences politiques qui gagnent actuellement tous les domaines de la vie des citoyens.

Se fondant sur les expériences douloureuses des crises politiques des années 1945-1960 et 1960-1975, ABC-2016 veut capitaliser les expériences vertueuses des années 1975-1990 et 1990-2005, où le consensus a déterminé la stabilité politique durable du Pays.

ABC-2016 veillera donc, à établir le consensus pour préserver le droit à la différence et l'intérêt particulier de chaque citoyen, tout en sauvegardant l'intérêt commun.

C'est pour jeter les bases de la mobilisation, que le présent mémorandum énumère comme suit, les 5 principes fondamentaux historiques et scientifiques qui établissent le Mouvement ABC-2016.

Le 1^{er} principe de ABC-2016 se base sur la prise de conscience de la survenue des Cycles réguliers de crises du consensus politique tous les 15 ans au Bénin depuis 1945

En effet, depuis 1945, le Bénin connaît des cycles politiques réguliers de 15 années, ponctués par des crises et des besoins de Consensus au début et à la fin de chacun de ces cycles. L'établissement ou non du consensus pour chacun de ces cycles a déterminé la stabilité ou l'instabilité politique indépendamment de la nature des régimes et des dirigeants, selon que ces derniers méprisent ou non le principe fondamental du consensus. Il est donc totalement erroné et dépourvu d'intelligence, que dans la tourmente de la crise politique actuelle, les acteurs s'accusent mutuellement, d'une responsabilité que porte l'histoire et les origines profondes de nos peuples divergents dans le processus douloureux de naissance de notre pays.

Le 2^{ème} principe se fonde sur la règle déduite de l'expérience de la gestion des crises au cours des 4 premiers cycles de 1945 à 2005. Cette règle est la Règle des "5C" c'est-à-dire « Cycles-Concertation-Consensus-Consultation-Citoyenne » pour la stabilité politique.

En effet, les enseignements tirés des CYCLES politiques depuis 1945, établissent le CONSENSUS comme fondement de la stabilité politique sur chaque cycle toutes les 15 années. Ces enseignements prescrivent la CONCERENCE des forces de divergence comme mécanisme de concertation par excellence et suggèrent la CONSULTATION démocratique ou populaire comme moyen de mesure de l'adhésion CITOYENNE. A l'opposé de la forme vertueuse de cette règle, les CYCLES basés sur le COMPROMIS entre quelques acteurs, génèrent la CRISE et conduit au CHAOS pour aboutir à des COUPS d'Etat par une mise à l'écart de la classe politique. Un choix doit donc impérativement s'opérer entre la logique vicieuse basée sur des compromis égoïstes et la logique vertueuse basée sur le consensus large et inclusif.

Le 3^{ème} principe s'appuie sur la prise de conscience que la crise du cycle 2005-2020 finissant, s'aggrave et se projette sur le cycle 2020-2035 imminent dans la logique vicieuse de l'instabilité et du chaos

En effet, dans la logique des cycles politiques de 15 années depuis 1945, la dernière échéance est celle du cycle 2005-2020 en cours. Ce cycle connaît depuis son entame en 2005, une crise en raison de l'absence de consensus en début du cycle avec une

aggravation qui installe progressivement l'instabilité et un désordre marqués par la déstabilisation du système politique et la mise à l'écart progressive de la classe politique. La généralisation de la crise aux acteurs normalement exclus de la politique active et partisane (opérateurs économiques, société civile, forces armées, religieux, mobilisation citoyenne), est basée sur la divergence chronique au sein des acteurs. L'approche des élections de 2016 en cette fin de cycle 2005-2020, projette une trajectoire d'instabilité sur le cycle prochain de 15 années 2020-2035.

Le 4^{ème} principe est celui des perspectives et de l'anticipation intelligente de la crise sur le prochain cycle 2020-2035 par une intervention citoyenne pour changer le cours naturel de l'histoire

En effet, à la lumière des leçons et des règles de l'histoire appuyées par les signes observés au cours du cycle 2005-2020, la fin de ce cycle déterminerait la stabilité ou la contamination du cycle 2020-2035. Cette perspective sera, au regard de l'intelligence du peuple béninois, un choix à opérer entre la contamination fatale du prochain cycle et l'anticipation intelligente de la crise par le consensus. Cette dernière et ultime épreuve, se fera à travers la qualité de la préparation du consensus de la prochaine génération politique 2020-2035.

Le 5^{ème} principe enfin est celui du passage des idées aux actions, à travers l'initiative citoyenne d'un mouvement dénommé Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016)

A cet effet, comme par le passé aux échéances de 1975 et 1990, la préparation du consensus du cycle 2020-2035 à venir doit se faire sur une période de transition qui dépendra de la nature du quinquennat 2016-2021 à cheval sur la fin de cycle 2005-2020 et le commencement du cycle prochain. Cette préparation du consensus est donc à initier impérativement à partir de 2016 par la négociation avec le régime politique qui se mettra en place en 2016. D'où l'impératif de l'initiative du Mouvement Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016).

CONTEXTE ET CADRE DU MEMORANDUM

Le présent document est dans le domaine de la vie politique nationale, à la date de sa publication, la première référence en matière d'analyses scientifiques de données et d'indicateurs sur l'activité politique et le système politique béninois, ainsi que la configuration politique du pays, la veille et les projections de la survenue et de la gestion des crises politiques au Bénin.

C'est le résultat des activités qui se sont adaptées à l'évolution de la situation politique des 15 dernières années, en restant constantes sur le principe de base de la non substitution aux acteurs que sont ici les acteurs politiques.

De 2001 à 2008, il a été réalisés des analyses scientifiques publiées à travers plus d'une soixantaine d'articles de presse pour éclairer les acteurs politiques et les aider à conduire leurs initiatives, ambitions et projets politiques avec plus d'objectivité. Au cours de cette première période, on peut citer l'historique sondage préélectoral qui a plus que prédit les résultats du 2nd tour des présidentielles de 2001 dans le quotidien le Matinal et la soixantaine d'articles de presse publiés dans le Quotidien Fraternité de février à mai 2007 dans la rubrique "Elections : Unique Pouvoir du Citoyen en Démocratie", qui a largement décrypté la configuration politique à la veille des législatives de 2007 et en a prédit à la fois les résultats, les scénarios et les risques de crises et d'instabilité politique aujourd'hui réalisés.

En février 2009, il a été publié les résultats d'une étude empirique sur l'histoire politique du Bénin sous le titre « Manifeste de Science Politique Nouvelle pour un Bénin du Consensus » , soumis aux acteurs politiques et à la presse à l'endroit de l'opinion publique. Cette publication a proposé une modélisation des systèmes politiques et crises au Bénin ainsi que les modes gestion des crises depuis 1945. Les résultats de ce travail concluaient sur un modèle cyclique et un déterminant des crises autour « consensus » avec des projections claires sur l'avenir dont les scénarios les plus pessimistes se sont réalisés à ce jour ;

En 2010, les travaux réalisés sur la crise préélectorale autour de la Liste Electorale Permanente Informatisée (LEPI) ont proposé à la Société civile et au Clergé un mémorandum pour le Consensus autour de la crise annoncée un an plus tôt dans le Manifeste et qui se concrétisait du fait que les acteurs politique n'ont pas pris conscience des risques autour d'importantes questions comme la LEPI dont la crise a été prédites avec précision à la page 25 du Manifeste de 2009;

Début 2013, les travaux de veille ont abouti à la proposition d'une Initiative présidentielle pour la mise en place d'un Haut Conseil du Consensus (HCC) à travers un mémorandum soumis au Président de la Cour Constitutionnelle pour un plaidoyer auprès du Président de la République, suite aux crises qui s'aggravaient entre le pouvoir et l'ensemble des autres acteurs à savoir la classe politique y compris celle au pouvoir, les acteurs économiques, la société civile, les syndicats, les forces armées, avec l'implication croissante des milieux religieux et des mobilisations citoyennes ;

Mi-2013, les travaux ont suggéré l'initiative d'un réseau de la jeunesse pour conduire un plaidoyer auprès de la classe politique et du Président de la République en vue d'une démarche du consensus pour anticiper sur les risques accrus d'instabilité politique dans le contexte où les acteurs politiques, économiques et sociaux menaçaient d'impliquer les mouvements populaires à la crises ;

En 2014, les travaux ont intégré l'annonce contre nature de l'entrée en politique des acteurs de la société civile par la création des partis politiques ou par les candidatures de leurs membres aux élections imminentes, nonobstant les impératifs d'un plaidoyer pour l'établissement d'un consensus entre les acteurs en conflits, à travers la mobilisation de tous par des acteurs neutre ;

En 2015, c'est actuellement le constat des événements populaires d'une portée inquiétante à la veille des législatives et au lendemain des élections communales et locales, qui est rejoint ces derniers jours par une veillée électorale inhabituelle des présidentielles de 2016, avec l'annonce contre nature de la candidature des plus grands opérateurs économiques à la suite des acteurs de la société civile déjà dans investie en politique active partisane ;

Face à la question de savoir ce qu'il adviendrait d'un Bénin dont la classe politique active décadente, est suivie par la société civile invitée dans l'activité politique partisane en délaissant la veille politique citoyenne, puis ces premiers rejoints par les opérateurs économiques annoncés pour délaissier les affaires au profit de la quête du pouvoir politique, tout cet ensemble tenté d'impliquer les masses citoyennes ? On ne saurait répondre avec sérénité à cette question de ce qu'il adviendrait d'un pays sans classe politique ordinaire, sans opérateurs économiques classiques, sans société civile et sans quiétude citoyenne.

Dans ce contexte, le constat est que les projections prévues depuis plusieurs années sur le cycle 2005-2020 se sont donc réalisées par le scénario le plus pessimiste de la survenu des crises et instabilités, au mépris de l'impératif du consensus. Le cycle 2005-2020 est désormais infesté et difficilement rattrapable sur son dernier quinquennat 2015-2020. Une analyse plus fine a été immédiatement réalisée pour constater que le risque est trop affirmé d'assister à une probable implication accrue de toutes les composantes du peuple dans les divergences politiques à partir de 2016, annonçant une contamination du cycle 2020-2035.

Le principe de base de l'approche des travaux demeure celui de fournir aux acteurs classiques des résultats pour leurs réflexions, décisions et actions. Face à la confusion qui s'annonce dans le domaine politique, il est proposé de mettre en place un dispositif qui permettra de toucher toutes les couches et tous les citoyens aussi bien pour les sensibiliser, que pour suivre le phénomène en vue d'une contribution à l'exploitation des résultats sur l'implication populaire imminente en 2016.

Dans la logique d'assistance aux acteurs, il n'existe plus qu'une seule approche, celle qui puisse s'appliquer à la cible généralisée qu'est l'ensemble des citoyens impliqués dans la crise actuelle. Cette approche devra donc se baser sur le principe de ne pas se substituer aux acteurs du domaine, de rester neutre, de considérer la sensibilité du concept central du consensus qui requiert l'animation par un intervenant impartial et neutre, enfin de tenir compte du souci scientifique qui impose un dispositif informationnel impliquant les acteurs ciblés qui couvrent dans le domaine politique désormais et de plus en plus largement, toutes les couches de la société.

Enfin, se basant sur le fait que les expériences vertueuses des cycles précédents ont montré que les consensus pour la stabilisation politique d'un cycle se prépare depuis la fin du cycle précédent et que la contamination entre les cycles qui se suivent serait envisageable, des initiatives semblent s'imposer pour anticiper l'extension de la crise politiques du cycle 2005-

2020 finissant au cycle 2020-2035 prochain, à partir du dernier régime attendu pour le quinquennat 2016-2021.

C'est à cette fin d'anticipation intelligente, que l'initiative du Mouvement Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016) pour mobiliser toutes les béninoises et tous les béninois, tendances divergentes confondues, est lancée à travers le communiqué du mémorandum prononcé avec en appui un projet de feuille de route et de plan d'action qui incluent entre autre, la publication du présent Livret du Mémorandum.

PRINCIPE 1: Cycles réguliers de crises du consensus politique tous les 15 ans

1. Formulation du principe

Depuis 1945, le Bénin connaît des cycles politiques réguliers de 15 années ponctués par des crises ou besoins de Consensus. L'établissement ou l'absence de consensus pour chacun de ces cycles déterminent la stabilité ou l'instabilité politique indépendamment de la nature et de la bonne foi des régimes et dirigeants, selon que ces derniers méprisent ou non ce principe fondamental du consensus.

2. Analyse scientifique

Ce principe est déduit scientifiquement de l'analyse de l'histoire politique du Bénin de 1945 à ce jour à partir du modèle schématisé ci-dessous (figure 1). Les cycles 1945-1960 et 1960-1975, se sont ainsi illustrés par l'absence de consensus qui a entraîné deux quinzaines d'années de crises et d'instabilité politiques autour des indépendances c'est-à-dire avant et après 1960. Les cycles 1975-1990 et 1990-2005 se sont quant à eux dotés d'un consensus politique en début de cycles respectivement à travers le Discours programme de 1975 et les Actes de la conférence Nationale de 1990 qui ont respectivement précédé la stabilité de chacune des deux quinzaines d'années.

L'application de ce principe au cycle de 15 années 2005-2020 en cours, indique que l'absence d'un consensus en 2005 au début du cycle s'est suivie d'une instabilité politique au cours de la première décennie 2005-2015. Cette crise politique décryptée dans le principe 3 du présent mémorandum semble être définitivement installée sur l'ensemble du cycle dans la mesure où, à la veille des élections du prochain mandat en 2016, la préparation et la mobilisation sont basées sur les éléments de divergences des quinquennats précédents. Cette tendance amplifie de fait, l'absence de consensus en début du cycle.

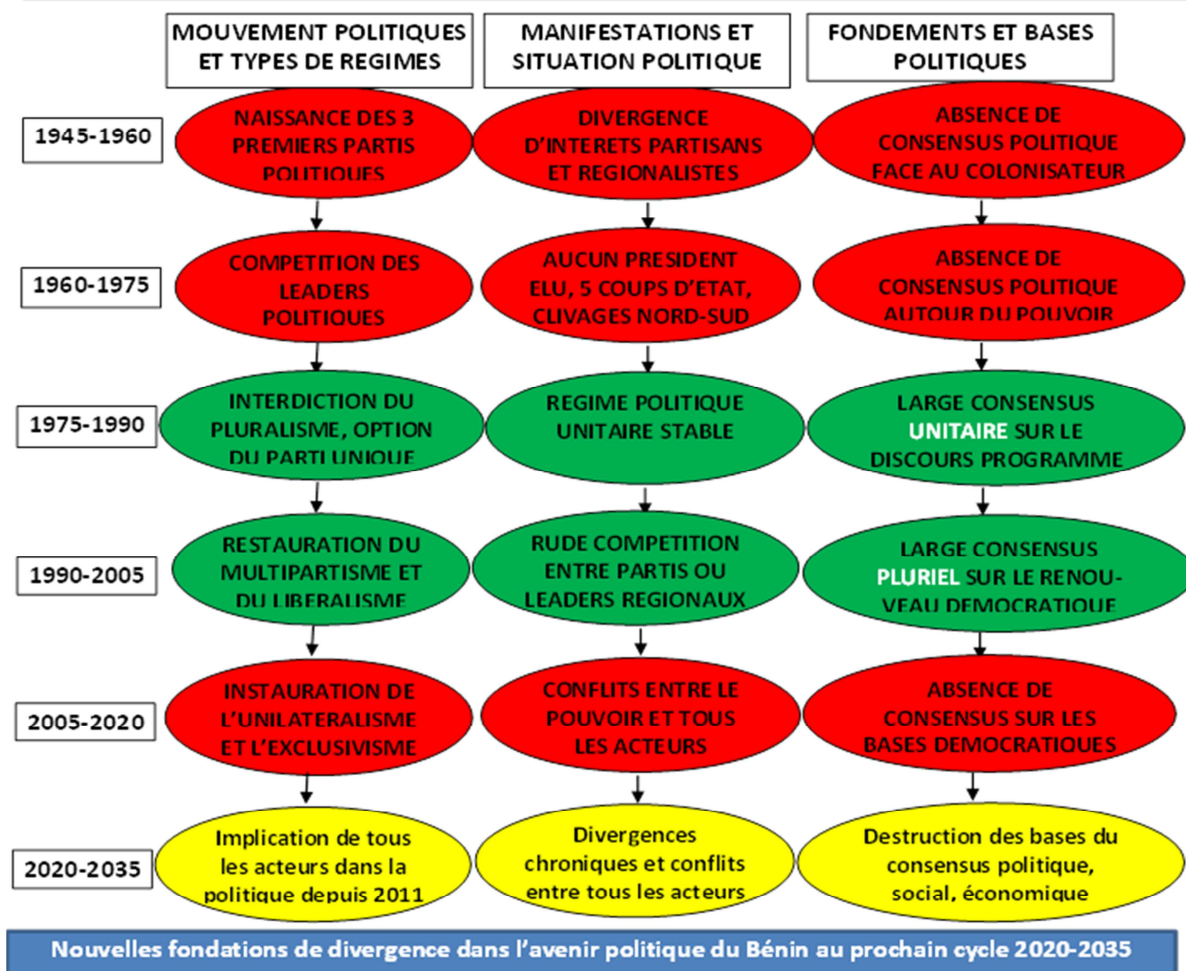
L'annonce d'un prochain cycle de 15 années 2020-2035, fait apparaître le risque de sa contamination par le précédent cycle de 15 années 2005-2020 qui s'achève cette situation fait l'objet de l'analyse des principes 2 et 3. Cette analyse est une prévision basée sur l'observation du principe de contamination des cycles qui se sont précédemment succédé et qui se ressemblent par paires de cycles à savoir les crises 1945-1960/1960-1975 et les cycles de stabilité 1975-1990/1990-2005.

L'implication de ce principe 1 est que l'issue des cycles et des crises serait caractéristiques de la génération politique.

3. Modèle des crises politiques de 1945 à 2035

- Le rouge représente les cycles politiques d'instabilité faute de consensus
- Le vert indique les cycles politiques stables sur la base de consensus malgré les options politiques opposées (unitaire, pluraliste) retenues,
- Le jaune représente une prévision des cycles en cours et à venir sur la base du principe 1 déduit des précédents cycles.

Figure 1 : Etablissement des cycles politiques et survenue de crises de 1945 à 2035



PRINCIPE 2 : Règle des "5C" – « Cycles-Concertation-Consensus-Consultation-Citoyenne » pour la stabilité politique ou « Cycles-Compromis-Crise-Chaos-Coups » pour les crises d'instabilité politique.

1. Formulation du principe

Les enseignements tirés des CYCLES politiques depuis 1945, établissent le CONSENSUS comme fondement de la stabilité politique sur chaque cycle toutes les 15 années. Ces enseignements prescrivent la CONFERENCE des forces de divergence comme mécanisme de concertation par excellence et suggèrent la CONSULTATION démocratique ou populaire comme moyen de mesure de l'adhésion CITOYENNE. A l'opposée, le COMPROMIS entre quelques acteurs génère la CRISE et conduit au CHAOS pour aboutir à des COUPS d'Etat et une mise à l'écart de la classe politique.

2. Analyse scientifique

Les Cycles 1945-1960 et 1960-1975 de 15 années chacun, ont commencé respectivement par un Compromis entre les leaders de partis politiques face à la Crise, puis se sont poursuivis dans le Chaos des divergences et se sont achevés par des Coups de force ou de nouveaux Compromis en fin de cycle pour déterminer la généralisation des crises et l'instabilité au cycle suivant.

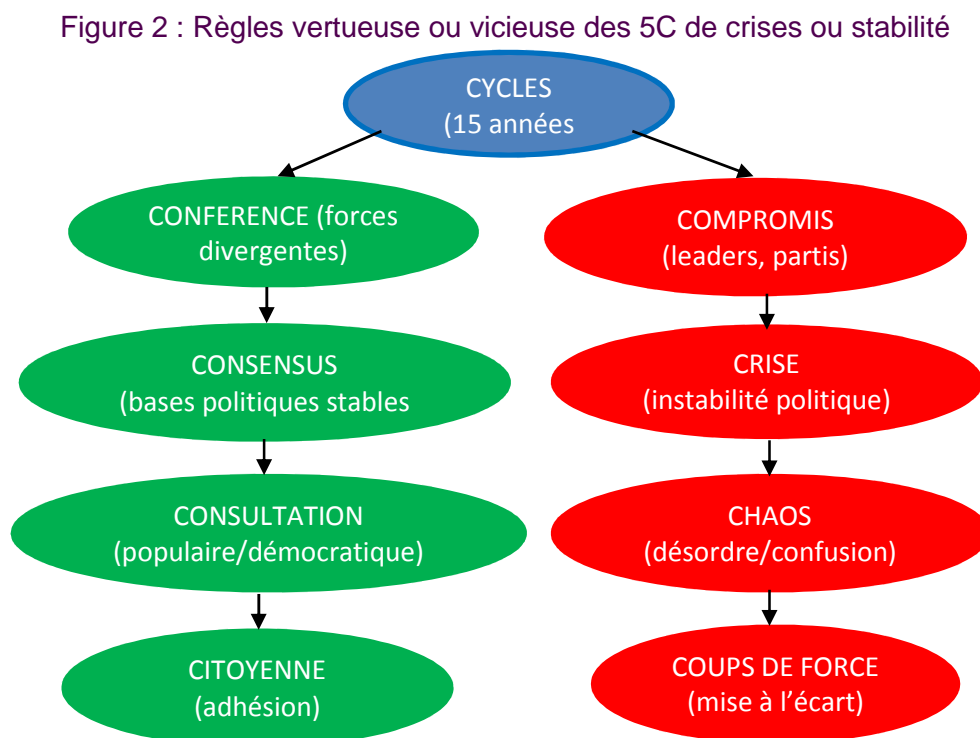
Les cycles 1975-1990 et 1990-2005 de 15 années chacun, ont commencé par une concertation sous la forme de Concertation ou de Conférence des forces de divergences, pour aboutir à un Consensus et déterminer les bases de stabilité politique du Cycle suivant avec l'approbation de la large Consultation Citoyenne.

3. Modèle d'établissement de la règle des 5C

La règle fondamentale des 5C est tirée des enseignements de l'histoire sur les 4 cycles politiques de 1945 à 2005 comme indique la figure 1 à la colonne fondement et bases politiques.

Cette règle est illustrée (figure 2) sous deux formes alternatives dont l'une est vicieuse et l'autre vertueuse à savoir la Règle des 5C des Crises d'instabilité et la Règle des 5C de Stabilité politique ainsi qu'il suit :

- Règle des 5C des crises : "**C**ycles-**C**ompromis-**C**rises-**C**haos-**C**oups d'Etat"
- Règle des 5C de stabilité "**C**ycles-**C**onférence-**C**onsensus-**C**onsultation-**C**itoyenne"



Ce modèle de moyen terme sur le principe 2 apparaît comme robuste pour prédire avec le modèle de long terme du principe 1, l'avenir des cycles politiques de 15 années à partir de 2005 selon la nature des accords sur la crise en début des cycles.

PRINCIPE 3: La crise du cycle 2005-2020 s'aggrave et se projette sur 2020-2035

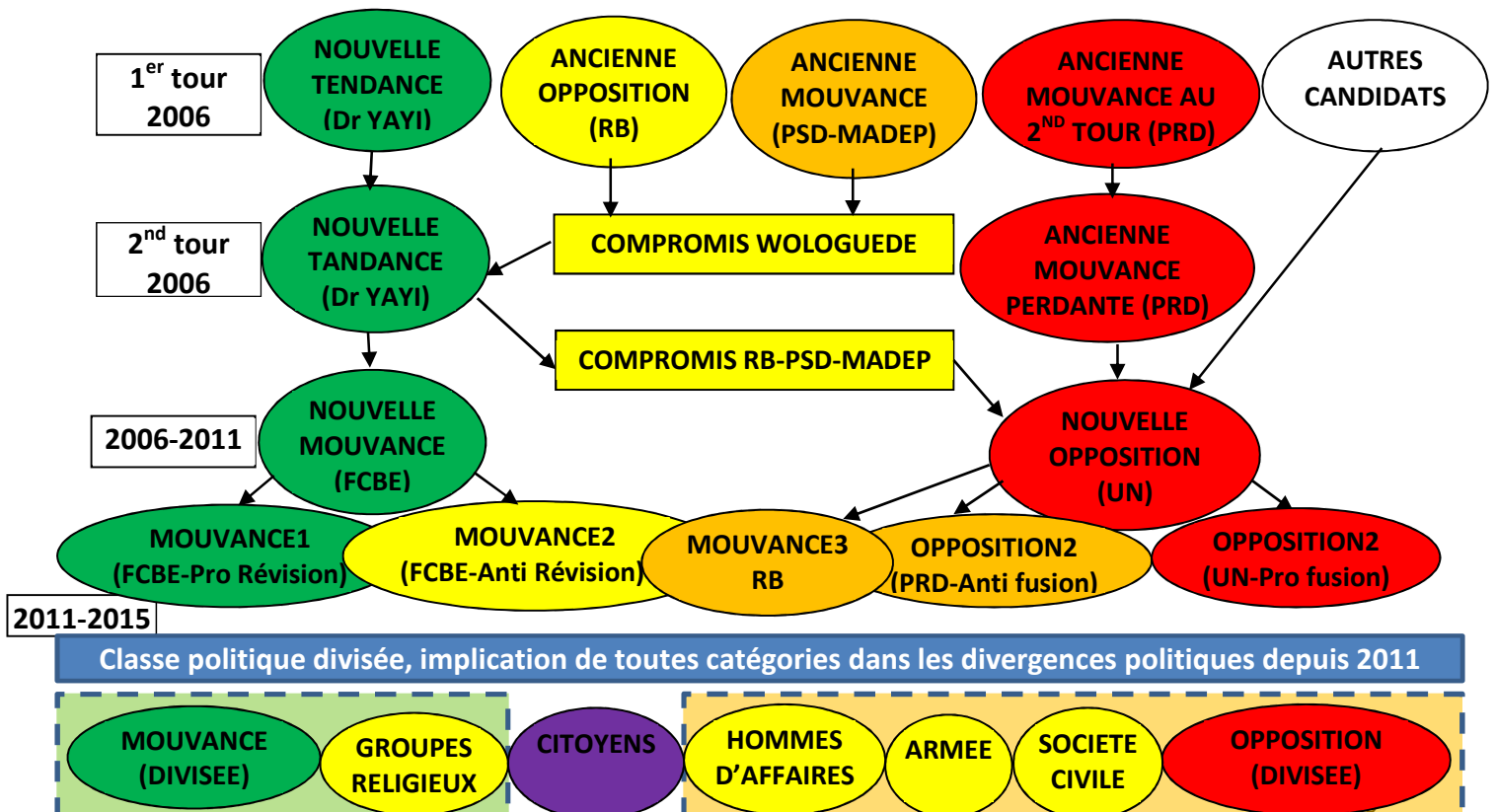
1. Formulation du principe

Le cycle de 15 années 2005-2020 en cours, connaît une crise depuis 2005 en raison de l'absence de consensus en début du cycle avec une aggravation qui installe une instabilité et un désordre marqués par la déstabilisation et la mise à l'écart progressive de la classe politique. La généralisation de la crise aux acteurs normalement exclus de la politique active partisane (opérateurs économiques, société civile, forces armées, religieux, mobilisation citoyenne), est basée sur la divergence chronique au sein des acteurs aux élections de 2016 en cette fin de cycle qui projette une trajectoire d'instabilité pour le cycle prochain de 15 années 2020-2035.

2. Modèle de la crise persistante de 2005 à 2020 projeté sur 2020 à 2035

- Le vert indique les acteurs politiques au pouvoir,
- Le rouge représente les acteurs politiques contre le pouvoir en place,
- Le jaune et les autres couleurs indiquent une expression de la quête désespérée d'un cadre politique permettant la libre participation à la vie politique et/ou le droit d'exercer librement les activités et devoirs citoyens sans subir la pression, le harcèlement, l'acharnement, l'exclusion et la persécution politique, qui contraignent à tort tous les citoyens à entrer dans l'animation des divergences et de l'instabilité politiques faute de consensus de base...
- La déflagration de la classe politique s'est ainsi prononcée après les élections de 2011 pour s'étendre à l'implosion de toutes les composantes de la société qui sont invitées en politique...

Figure 3 : Installation et aggravation de la crise de consensus du cycle politique 2005-2020



3. Analyse des faits

(i) Le besoin de consensus en début du cycle 2005-2020

Le besoin de consensus est déterminé par le principe 1 pour des cycles de 15 années chacun depuis 1945 et la dernière échéance est celle de 2005 pour le cycle 2005-2015 en cours.

(ii) Le mépris du consensus en début de cycle aux élections de 2006

L'ignorance ou le mépris du principe 1 est caractérisé par un début de cycle sans aucune démarche de consensus au sein de la classe politique surtout en 2005-2007.

Plus particulièrement, aux élections de 2006, la classe politique a fait le choix d'un compromis pour l'alternance suivi de la divergence accentuée.

En effet, 4 grandes tendances se sont démarquées après le 1^{er} tour des élections en 2006 à savoir :

- une nouvelle tendance (Changement) en tête au premier tour de 2006
- une ancienne tendance (PRD) proche du régime sortant arrivée en 2^{ème}
- une ancienne tendance (PSD-MADEP) proche du régime sortant
- une ancienne tendance (RB) de l'opposition au régime sortant

Un compromis entre les deux dernières tendances (PSD-MADEP-RB) sous le vocable WOLOGUEDE a permis un ralliement à la nouvelle tendance (Changement) pour la victoire de cette dernière alliance au 2nd tour de 2006.

Ce compromis se révélera loin d'un consensus, au regard de la remise en cause presque immédiate du compromis au lendemain du scrutin de 2006.

(iii) Les manifestations du manque de consensus de 2006 à 2011

Les tendances (PSD-MADEP-RB) actrices du compromis WOLOGUEDE de 2006 se sont désolidarisées de la tendance du changement moins d'un an après le compromis. Notamment, cette désolidarisation s'est manifestée à l'occasion des élections législatives de 2007 et communales/locales de 2008. Et un peu plus tard, les acteurs de WOLOGUEDE vont s'allier à la tendance adverse de 2006 à l'occasion des préparatifs des élections de 2011.

La traversée de désert a engendré la désormais OPPOSITION ralliée (WOLOGUEDE-PRD) regroupée en Union fait la Nation (UN). Constituée à la faveur de la rude épreuve de la première édition de la LEPI 2009-2011 largement contestée, le regroupement UN n'aura pas survécu aux premières élections de la LEPI suite au CHAOS de contestations de l'élection 2011 par tous les candidats à la présidentielle, y compris le candidat déclaré gagnant par KO et dont les recours n'étaient pas moins significatifs.

(iv) La crise politique aggravée par manque de consensus de 2011 à 2016

Aux sorties des élections de 2011, le chaos gagne la classe politique et entraîne un suicide collectif en son sein pour impliquer en politique toutes les catégories.

- De 2011 à 2013, La LEPI est plus que jamais contestée par toutes les tendances y compris celles qui l'ont soutenue jusqu'en 2011 et qui ont pu jurer en 2013, que la correction n'était pas possible dans un délai de plus d'une année pour les élections de 2015, se ralliant ainsi à la perception d'une imperfection avancée de cette liste ;
- De 2012 à 2015, Les opérateurs économiques sont invitées à entrer en politique en faisant l'objet de désaffection avec le pouvoir soit pour des contrats avec l'Etat ou pour des questions fiscales qui ont par suite engendré des soupçons et des accusations de tentatives de déstabilisation du pouvoir et d'empoisonnement, puis motivé la sortie des militaires avec des chars dans la cité et des tentatives d'arrestation puis des emprisonnements et exils forcés ;
- En 2013, les forces armées sont invitées aussi en politique à travers quelques officiers accusés de tentatives de coup d'Etat, puis arrêtés et emprisonnés sans suite à ce jour ;
- En 2012-2013, la société civile étendue aux syndicats à travers Alternatives citoyennes, va tenter de se mobiliser pour appeler des mouvements populaires à des mobilisations autour de situations comme la correction de liste électorale, la démobilisation des opérateurs économiques, la sortie des casernes de militaires, les tentatives de révision de la constitution, les reports d'élections locales et la démission de la classe politique ;
- De 2013 à 2015, la Société civile par définition non partisane est entrée en politique partisane par sa transformation en partis politiques et/ou la candidature de ses membres aux élections ;
- Depuis 2011, les groupes et chefs religieux sont progressivement impliqués dans la prise de positions dans les divergences et les citoyens de plus en plus appelés à soutenir des positions divergentes...
- En 2015, c'est au tour des opérateurs économiques d'emboîter le pas à la société civile, pour une entrée en politique par l'annonce çà et là, des candidatures à la magistrature suprême sur fond de divergences, d'adversité et de rivalité entre les opérateurs économiques, avec à la clé les reliquats de règlements de comptes à envisager par rapport au régime sortant.

Autant de mépris de l'impératif besoin d'établir le consensus autour des bases politiques de la génération qui s'achève comme analysé ci-dessus, annoncent la perspective d'une contamination du cycle prochain 2020-2035 par l'instabilité du cycle finissant 2020-2035.

Le risque de contamination découle de la tendance observée de 1945 à 2005 avec la succession par paires de cycles de 15 années qui se contaminent en termes de crises (1945-1960/1960-1975) ou de stabilité (1975-1990/1990-2005).

L'absence ou l'existence de consensus qui entraînent la crise ou la stabilité politique, seraient très certainement à l'image des générations qui ont la responsabilité de gouverner les cycles.

PRINCIPE 4 : Les perspectives et l'anticipation de la crise sur le cycle 2020-2035

1. Formulation du principe

Le cycle 2005-2020, surtout la fin de ce cycle déterminerait la stabilité ou la contamination de la crise du cycle 2020-2035. Cette perspective sera soit par effet de contamination ou anticipation, à travers la qualité de la préparation du consensus de la prochaine génération politique, dont la jeunesse de 30 à 45 ans d'aujourd'hui, se prépare à avoir la responsabilité de gouverner.

2. Modèle de projection et d'anticipation de la crise

Des risques de contamination d'un cycle à l'autre par paires suivant le principe 1, impliquent que l'issue d'un cycle dépendrait de la manière dont le cycle a commencé (avec ou sans consensus), mais surtout de la manière dont le précédent cycle s'est terminé pour préparer ou déterminer les conditions de préparation du consensus du commencement du cycle suivant.

En combinant les modèles des principes 1 et 2 pour les appliquer aux faits du principe 3, le modèle qui en résulte, serait robuste pour agir sur ces principes afin d'obtenir un résultat qui renverse la tendance naturelle de contamination.

En effet, il apparaît que la mémoire des cycles politiques de 15 années pour une génération de citoyens en âge d'animer la vie politique (30 à 40 ans), ne serait suffisante pour opérer un changement naturel que lorsque la génération concernée a subi le phénomène tout au long de sa vie antérieure, soit au moins 2 cycles politiques (30 années).

3. Analyse scientifique

Les leçons des 4 premiers cycles observés de 1945 à 2005 (figure1 et principe 2), indiquent qu'il y a des risques de contamination du cycle 2005-2020 sur le cycle suivant 2020-2035, dont l'issue d'un cycle dépendrait à la fois, de la manière dont il aura commencé (avec ou sans consensus), mais surtout de la manière de le préparer à travers des conditions de préparation du consensus en fin de cycle notamment de 2015 à 2020.

D'où le cycle 2005-2020, surtout la fin de ce cycle, déterminerait la stabilité du cycle 2020-2035 par la qualité de la préparation du consensus de la prochaine génération dont les jeunes de 30 à 45 ans se préparent à gouverner.

PRINCIPE 5 : Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016)

1. Formulation du principe

La préparation du consensus du cycle à venir (2020-2035) doit se faire sur une période de transition qui dépendra de la nature du quinquennat 2016-2021 à cheval sur la fin de cycle (2005-2020) et le commencement du cycle prochain sur une année. Cette préparation du consensus est donc à initier impérativement à partir de 2016 par la négociation avec le régime politique en place en 2016. D'où l'impératif de l'initiative du Mouvement Alternatives pour un Bénin de Consensus à partir de 2016 (ABC-2016).

2. Modèle de de transition pour une alternative du consensus

Le modèle des cycles stables se caractérise par un consensus établi au commencement du cycle suite à un processus de transition qui commence à la fin du cycle finissant ou en amont d'une transition lorsqu'elle a lieu au début du cycle.

Pour les cycles observés en 1975-1990 et 1990-2005, le consensus s'est réalisé à travers une transition de 1 à 3 ans.

La préparation de ces consensus et la forme des transitions dépendent de la nature des initiatives d'établissement du consensus et les deux formes connues sont celle de la transition du régime militaire de 1972 à 1975 qui a conduit au consensus et la transition de 1990 à 1991 issue du consensus de la Conférence nationale.

3. Analyse des faits pour une alternative

L'entame de la fin du cycle 2005-2020 sur des divergences aggravées à la veille des élections pour le mandant 2016-2021, ne permet pas d'espérer et de faire émerger un consensus naturel pour le cycle prochain 2020-2035.

Les tentatives d'anticipation initiées depuis 2007 par les travaux ayant abouti au présent mémorandum ont révélé que les acteurs politiques, la société civile, les gouvernants, les opérateurs économiques, les religieux, les forces armées et les citoyens restent passifs face à l'impératif d'établir un consensus.

Quelques actions proposées sans succès par ces initiatives sont :

- L'appel sans échos lancé aux acteurs politiques à travers une soixantaine d'articles de presse aux législatives de 2007 et à travers la publication le 28 février 2009 du « Manifeste de science politique nouvelle pour un pays de consensus » ;
- La proposition sans suite d'un cadre de consensus à partir des divergences autour de la LEPI en 2010-2011, par l'entremise de la société civile et des plus influentes autorités religieuses ;
- Le plaidoyer institutionnel sans issue en 2013, auprès du Président de la Cours constitutionnelle pour la proposition d'une initiative présidentielle du Président de la République en faveur de la mise en place d'un Haut Conseil du Consensus (HCC) ;
- L'initiative citoyenne 2013 pour la mobilisation de la jeunesse dans le cadre d'un mouvement pacifique pour le plaidoyer en faveur de la mise en place d'un cadre de consensus sur les divergences politiques.

L'expérience de ces initiatives a révélé que les différents acteurs de la génération politique actuelle perçoivent très peu les principes qui gouvernent la stabilité politique au Bénin ou dans une certaine mesure ne sont pas sensible aux risques d'instabilité et de chaos politiques.

Voilà pourquoi, les jeunes qui auront la responsabilité du prochain cycle, doivent anticiper les chances de préparer et d'établir les bases du consensus politique 2020-2035 à travers des accords avec les acteurs à partir des élections de 2016 pour préserver tout au long du quinquennat prochain, les conditions d'établissement de ce consensus du cycle 2020-2035.